

Des conflits d'intérêts odieux à Bruxelles, mais pas à Paris

COCORICO ! C'est la France qui, pour une grande part, a obtenu la tête de la chercheuse américaine Fiona Scott Morton. Choisie pour devenir économiste en chef de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne (avec effet au 1^{er} septembre), cette ex-consultante a finalement renoncé à ses nouvelles fonctions, mercredi 19 juillet.

Après Thierry Breton, le commissaire au Marché intérieur, et Catherine Colonna, la ministre des Affaires étrangères, c'est Emmanuel Macron qui, le 18, lui a jeté la dernière pierre, en marge d'un déplacement dans la capitale belge. « *N'y a-t-il aucun grand chercheur européen ayant des compétences académiques qui permettraient de faire ce travail ?* » s'est-il interrogé devant la

presse. Question pertinente à Bruxelles, mais aussi à Paris, où le poste d'économiste en chef de l'autorité de la concurrence est occupé par... le Malaisien Eshien Chong ! Après trois années passées à Hong-kong, ce dernier a été nommé en 2022 sans susciter de débat.

Le chef de l'Etat a également ciblé les liens de l'économiste américaine avec Microsoft, Apple, Amazon ou Pfizer, qui l'auraient obligée à se mettre en retrait sur toute décision concernant ces entreprises. Une situation qui « *rend quand même assez inopérant ce pourquoi on l'embauche (sic)* », a-t-il tranché.

Derrière les Barrot

Macron s'était montré moins sourcilieux quand, en 2022, il avait nommé Stanislas Guerini – dont l'épouse dirige la stratégie de Google Cloud France – au poste de ministre de la Fonction publique, chargé, notamment, de la transformation numérique de l'administration. Ou lorsqu'il avait fait de Jean-Noël Barrot – ex-prof au MIT de Boston, dont la sœur tra-

vaille pour Uber – son ministre délégué chargé de la Transition numérique. L'un et l'autre sont contraints, par décret, de se « *déporter* » sur tous les dossiers relatifs aux deux géants américains.

Mais ils étaient sans doute les seuls à avoir les « *compétences* » pour « *faire ce travail* »...
J. C.

Les flics veulent lire le code aux juges

LA SORTIE de Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale, déclarant au « Parisien » (24/7) qu'« *un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des fautes ou des erreurs graves dans le cadre de son travail* », était censée calmer la colère de la police. La base proteste contre l'incarcération, au moins jusqu'au 3 août, d'un flic de la BAC à Marseille, mis en examen pour avoir violemment tabassé un jeune homme de 21 ans dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, lors des émeutes.

Magistrats furax

Les propos de Veaux avaient, bien sûr, été validés par le cabinet du ministre de l'Intérieur, mais pas... par l'Élysée, comme l'ont confirmé au « Canard » plusieurs sources gouvernementales.

C'est dans l'avion présidentiel en partance pour l'océan Indien que Darmanin a informé le chef de l'Etat. Lequel a ensuite été contraint de se lancer, sur TF1 et France 2 (24/7), dans un exercice

d'équilibriste dont il a le secret, se disant en même temps « *garant de l'Etat de droit* » (donc respectueux de la décision de la juge) et « *comprenant nos courageux policiers* ».

L'intervention du chef flic n'aura pas suffi à éteindre l'incendie. Il a même embrasé les juges, furax de cette ingérence. Et le Conseil supérieur de la magistrature a rappelé que la justice était « *seule légitime* » pour décider. Afin de maintenir la pression, les poulets, eux, continuent de se mettre en arrêt maladie. Avec un objectif : obtenir par la loi de toujours échapper à la détention provisoire, quelles que soient les fautes commises. Ben voyons...

Cette bavure en cache une autre, sur laquelle la justice enquête. Toujours à Marseille, la même nuit, un minot de 22 ans a été frappé en plein visage par un tir de LBD, envoyé depuis la tourelle d'un blindé du Raid. Une troupe d'élite habituée à sauter sur les gangsters, pas du tout à s'occuper du maintien de l'ordre.

M. B. et D. H.

POLICIERS EN COLÈRE

VOUS VOULEZ UN ARRÊT MALADICIEUX POUR FAIRE SORTIR UN COLÈGE DE PRISON?...



Avions et blindés en

A PEINE le sommet de l'Otan avait-il conclu ses travaux qu'une visioconférence était organisée, le 18 juillet, par les représentants de la cinquantaine de pays alliés qui équipent l'armée ukrainienne. Motif : cette guerre sans fin est un gouffre pour les armements, et les généraux de Zelensky ne cessent d'en réclamer davantage. A l'écoute, les services de renseignement français ont recueilli des informations sur cette réunion et transmis à l'état-major des armées les revendications ukrainiennes, ainsi que les réactions des militaires américains.

Exemple : l'Ukraine a fait savoir qu'elle avait, dans l'immédiat, besoin de 80 avions de combat F-16, de nouveaux blindés de toutes catégories – ses généraux avancent le chiffre de 300 –, de 10 nouvelles batteries antiaériennes et antimissiles Patriot, ainsi que de munitions. Argument présenté par l'état-major de Kiev : cela lui permettrait d'« *accélérer* » sa contre-offensive face à un ennemi qui creuse des tranchées, installe des obstacles antichars, mine les routes et tout le théâtre d'opérations.

Réaction du secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, qui voulait sans doute rappeler la générosité du Pentagone face aux nouvelles demandes ukrainiennes : « *Les Etats-Unis et leurs alliés ont soulevé des montagnes* » pour soutenir militairement

Kiev « *et puisé dans les profondeurs de leurs stocks respectifs* ». Lesquels aujourd'hui sonnent le creux.

De son côté, le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Mark Milley, a tenu à soutenir ses collègues ukrainiens. Et pour cause : nos critiques se sont fait jour, au sein de l'Otan, sur les résultats mitigés

La « révolution

LA QUASI-TOTALITÉ des patrons des services de renseignement (Mossad et Shin Beth) et des chefs d'état-major de l'armée israélienne ont écrit à Benjamin Netanyahu pour lui demander de renoncer à sa candidature à la justice, laquelle vise à accaparer le pouvoir des élus et à restreindre les prérogatives de la Cour suprême.

La démarche est sans précédent dans ce courrier rendu public, ces hauts responsables accusent le ministre de « *cause[r] un grave préjudice à la démocratie israélienne* ». Le ministre, l'un d'eux, Tamir Pardo (chef de cabinet de 2011 à 2015), est allé jusqu'à dire : « *Netanyahu devrait être jugé et transformé Israël en dictature. Il est en train de perpétrer un coup d'Etat. J'ai le courage des réservistes qui aiment leur service.* »

KISSINGER EN CHINE

